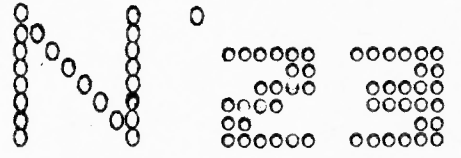


ADRESSE POSTALE :

PH. DOQUET
B.P. 208
4000 LIEGE 1



Périodique - Mensuel
F E V R I E R 1 9 7 4

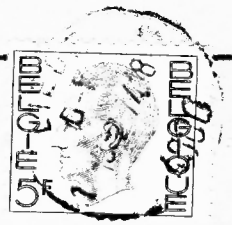
Ed. resp.: J. Desmet, 17, rue de
la Commune (Bruxelles (pas de
correspondance, s.v.p.))

10 francs.

Sommaire :

- P.1 : Liaisons, une remise en question
- P.5 : La longue marche sous la pluie - Besançon 29 septembre 1973.
- P.11 : Juan Peron
- P.11 : Rien de nouveau sous le soleil - La grève chez Chrysler U.S.A. Août 73.
- P.17 : Rectification : Defraiteur
- P.17 : A propos d'Ibramco - Quelques réflexions
- P.20 : Une grève-bidon : Les charbonnages du Limbourg (2-4 janvier)

DESTINATAIRE :



A. Simon-Jacobs
34, rue Saint-Sébastien
75011 PARIS
France



Le texte qui suit, rédigé par les camarades qui s'occupent de Liaisons, est en fait l'aboutissement de plusieurs discussions étalées sur quelques mois, qui se sont déroulées entre nous et d'autres camarades qui partagent avec nous une même conception de la lutte de classes et de son développement.

Ces discussions sont nées d'une constatation qui s'est petit à petit faite jour : l'écart entre, d'une part, la situation réelle de Liaisons ("groupe", activités, bulletin) et d'autre part, l'évolution que nous en espérons et que nous en avons espérée, cet écart, loin de se résorber comme nous avons pensé qu'il le ferait un jour ou l'autre (voir le numéro 19 de février '73), n'a fait qu'aller s'élargissant.

Liaisons, il ne fallait plus se la cacher, était portée à bout de bras par deux personnes depuis novembre 1971 (époque de la rupture du groupe de Bruxelles). Cette situation était d'ailleurs préexistante à la reprise à Liège de l'activité : on peut considérer que, dès la moitié de 1970, une coupure était apparue entre la "vocation" du bulletin et la situation du groupe. L'année 1971 tout entière fut un effort continu pour tenter de faire survivre le groupe à lui-même et essayer de recoller des morceaux qui ne demandaient qu'à s'éparpiller (ce qui est d'ailleurs arrivé au groupe de Bruxelles peu après la rupture).

Fin 1973, 4 ans après la naissance de Liaisons, la situation n'était pas meilleure, au contraire : nous n'étions toujours que deux pour nous charger de toutes les tâches, le bulletin éveillait de moins en moins d'échos, des camarades qui s'étaient intéressés à notre activité cessaient de correspondre, des abonnés changeaient d'adresse sans nous en faire part, des lettres restaient sans réponse, les contacts, particulièrement ceux en milieu ouvrier, s'éfilochaient et se faisaient de plus en plus rares. Tout cela en dépit du fait que notre effort de diffusion était resté au même niveau, notamment à la suite des grèves de la Division Mécanique de Cockerill (mars 1973 - n°20) et des dockers (avril-juin - n°21).

Un seul point venait éclairer ce tableau : parallèlement à une "désaffection" croissante du "public" auquel Liaisons semblait devoir s'adresser en priorité (la classe ouvrière de la partie francophone du pays), on a assisté à une extension des contacts avec des camarades et des groupes étrangers plus ou moins proches de nos positions. Une correspondance très fructueuse, un échange d'informations sur la lutte de classes dans les pays concernés, se sont intensifiés entre nous et des camarades italiens, français, hollandais, anglais, américains, argentins, australiens, allemands, pour ne citer que les principaux. Plusieurs rencontres internationales, en 72 et 73, devaient renforcer cette tendance.

Mais ce développement des liaisons internationales n'empêchait pas que, manifestement, Liaisons ne répondait plus à une nécessité de la classe en lutte. Il fallait essayer de voir pourquoi et en tirer les conséquences. C'est à cela qu'ont visé les discussions déjà mentionnées. Ce qui s'en est dégagé est le fruit de celles-ci, et non les réflexions d'un quelconque théoricien.

Notre tort, selon nous, a été avant tout d'avoir une vue un peu trop statique du développement de la lutte de classes, qui nous a induit à penser qu'il suffisait d'attendre que le "bon moment" se représente pour que Liaisons soit à nouveau un instrument aux mains de la classe ouvrière et reprenne la place qu'il avait occupée durant le premier semestre de 1970. C'était considérer que ce qui avait été une fois utilisé par les travailleurs en

lutte devait automatiquement être utilisée e la même manière par ces mêmes travailleurs lorsque la condition qui leur était faite par le capitalisme les amènerait à reprendre la lutte ouvrière contre ce dernier. C'était oublier que ces conditions mêmes, les besoins ressentis dans la lutte, les appareils auxquels s'affrontait la classe ouvrière, avaient à leur tour changé et entraîné une modification des instruments de lutte. Il nous semblait évident que, dès la reprise des luttes ouvrières sur une large échelle, les travailleurs en lutte se serviraient à nouveau de Liaisons et des moyens d'information proposés par lui.

La reprise des grèves en mars 1973, après le (relatif) calme social de 1971 et 1972, vint démentir cette opinion. Force nous fut de constater que l'information, la coordination, les liaisons, la solidarité ouvrières prenaient d'autres canaux que ceux que nous avions présumés en fonction de notre expérience antérieure. Les possibilités offertes par Liaisons en furent pas exploitées, ou si peu, par les grévistes ou par les travailleurs concernés.

La réaction d'un groupuscule aurait été de dire que les ouvriers étaient des cons pour ne pas avoir profité de la "chance" qui s'offrait à eux. Une autre attitude aurait consisté dans le rejet de la faute sur notre "incapacité". Nous nous sommes toujours insurgés contre cette mentalité et contre ce genre d'explications volontaristes ; il fallait plutôt voir pour quelles raisons concrètes la classe ouvrière refusait ce type d'instrument qu'était un bulletin d'information sur les luttes autonomes de la classe ouvrière. La première raison, c'était que les conditions qui avaient donné naissance à ces luttes étaient différentes de celles qui avaient été à l'origine de la vague de luttes de 1970, tout comme elles l'étaient de celles qui avaient produit la grève insurrectionnelle de 1960. Il suffit de mentionner le phénomène de l'inflation quasi-galopante et l'attitude adoptée par les syndicats au cours des conflits sociaux de 1973 ("soutien" tactique aux revendications ouvrières plutôt qu'opposition brutale, ou encore développement au sein des syndicats de fractions tendant à les "réformer", développement produit indirectement par les grèves de 1970) pour comprendre ce qui a pu changer dans la situation qui les a engendrés et dans laquelle ils se sont développés. D'autre part, il est apparu que l'information ouvrière au profit de l'autonomie des luttes se développait autrement que par un bulletin comme Liaisons (cela s'était déjà vu en juin 1970, lorsqu'au cours des grèves des Forges de Clabecq, de Michelin et de Caterpillar - voir Liaisons n°5 -, des travailleurs de ces entreprises s'étaient rencontrés directement sans passer par un groupe semblable au nôtre, pour tenter de coordonner leur lutte - à l'époque, loin de prétendre à un monopole de notre fonction et d'en prendre ombre, nous avons applaudi à cette initiative) du fait même de l'évolution de la société capitaliste : accroissement des moyens technologiques et des possibilités offertes par les communications, extension du mécontentement général à des couches qui avaient traditionnellement joué le jeu du pouvoir (par exemple, les organes d'information), etc... L'exemple le plus manifeste, en Belgique, de cette évolution, on le trouve dans la grève des dockers où le soutien de la classe ouvrière du pays s'exprima au travers des appareils traditionnels et au détriment de la fonction qui leur est assignée par le capitalisme (voir Liaisons n°21, pp.14 et suivantes). D'ailleurs, le phénomène n'a rien de particulier à la Belgique : on pourrait citer la lutte des travailleurs de Lip, où l'on voit l'appareil syndical paralysé par la volonté des grévistes et contraint de se prêter à leurs besoins. Ou encore, la notable grève des mineurs britanniques qui, en janvier 1972, vit des sièges syndicaux transformés en quartiers généraux de la lutte, devant des bureaucrates qui ne savaient comment reprendre la situation en mains ; on vit aussi s'instaurer spontanément, sans l'intervention de groupes organisés et sans la mise sur pied par les grévistes d'un comité de grève, un réseau autonome de piquets volants d'une rare efficacité.

En d'autres termes, les faits sont venus effacer la conception classique que nous avions du développement d'une lutte autonome, et par suite du rôle que notre genre de travail était sensé y assumer. Une évolution analogue de la lutte de classes devait aboutir, en France par exemple, à la dissolution du groupe I.C.O. (Voir la brochure "I.C.O. - Un point de vue", qui tente d'expliquer d'une manière très approfondie tous les ressorts de l'évolution et de la fin de ce groupe, en les liant au mouvement réel de la lutte de classes - pour l'obtenir, écrire à Henri Simon, 34, rue Saint-Sébastien, 75011 Paris), à la quasi-disparition du groupe d'information Action-Cheminots, et à la disparition, totale celle-là, du groupe La Base-Citroën.

Devant cette mutation de la réalité sociale, le maintien de notre activité sous la forme qui était la sienne depuis 1969, prenait une toute autre signification. Alors que nous avons souvent combattu l'idée de la permanence d'un organisme de lutte (comité de grève, d'action, etc...) au-delà du mouvement qui lui avait donné naissance, nous prétendions qu'un bulletin d'information ouvrière, né dans les luttes de 1969-1970, et répondant alors à un besoin, perdure et attende la vague suivante. Le hic, c'est que celle-ci n'a présenté que peu de similitudes avec celle qui l'avait précédée.

Nous avons qui plus est été conduits à maintenir un type de travail qui ne diffère pas fondamentalement d'une activité de propagande. Essayant de faire survivre le bulletin à tout prix, nous l'avons diffusé systématiquement sur des usines, nous l'avons envoyé à des gens que, manifestement, il n'intéressait pas. Cela revenait à vouloir que des gens "avalent" contre leur gré de l'information ouvrière (et les analyses qu'elle véhicule nécessairement), tout comme d'autres veulent leur faire avaler de l'idéologie. Il semble que si l'on croit réellement à la capacité des hommes à gérer leur propre vie par eux-mêmes, il faut pousser cette conception jusqu'au bout de ses conséquences et admettre que, s'ils doivent un jour ressentir un réel besoin d'information, ils seront capables d'aller la chercher et de la diffuser eux-mêmes (ce qui rejoint les exemples mentionnés ci-dessus, de la grève des dockers de Lip et des mineurs anglais).

De tout ce qui précède, nous avons tenté de tirer les conséquences qui s'imposaient. A plusieurs reprises, comme on va le voir, il ne s'agissait que d'entériner un état de fait. Il semble évident, tout d'abord, que Liaisons ne peut continuer sous la forme actuelle, c'est-à-dire un bulletin d'information à parution (plus ou moins) régulière, distribué en grande partie à des gens que son contenu n'intéresse pas. Ce qui ne signifie pas, évidemment, que nous allons, en tant qu'individus, abandonner toute activité.

Celle-ci va s'orienter vers un type d'analyse dont la brochure sur la grève du Limbourg, le numéro spécial sur la grève des dockers ou encore les "Réflexions en marge de la grève des indépendants" (n°18) demeurent des exemples. La systématisation de notre travail d'analyse et de l'expression de nos opinions n'apporte d'ailleurs pas grand-chose de nouveau, dans la mesure où des éléments d'analyse et d'opinions personnelles étaient toujours présents dans les compte-rendus de grèves, ne serait-ce que dans la formulation écrite, dans le choix des informations, dans leur mise en évidence, etc...

Le problème s'est posé de savoir si une telle modification de notre activité n'entraînait pas comme risque une coupure d'avec la réalité. Ne peut-on craindre d'émettre sur les mouvements sociaux existants des jugements qui soient uniquement le reflet d'esprits enfermés dans leur tour d'ivoire. Ce danger existe sans aucun doute, mais on peut rétorquer que l'activité de Liaisons, telle qu'elle a existé jusqu'à ce jour, ne constituait aucunement un garant tel risque. L'antidote, c'est dans la discussion permanente des opinions émises qu'il faut le trouver (≠ face à un)

ver - et là aussi, il n'y a pas grand-chose de neuf, dans la mesure où la discussion de tout ce qui paraissait à toujours été prônée dans Liaisons ((Il faudrait ici mentionner, à part, notre refus de continuer la discussion sur l'Espagne de 1936 - voir Liaisons 15 à 19 ; ce refus était, si l'on y regarde bien, un signe avant-coureur de l'opposition soulevée ci-dessus : bulletin d'information sur les luttes ou textes de discussion sur des sujets donnés - cependant, il ne s'agit pas pour la cause que nous nous faisons à nouveau les agents dystématiques de diffusion d'idées, de sujets de discussion, de jugements avec lesquels nous ne sommes fondamentalement pas d'accord ou qui ne nous intéressent pas, comme ce fut le cas jusqu'en février 1973))) Enfin, le risque de devenir des "intellectuels en vase clos" est d'autant moins présent qu'il ne s'agit pas, en aucun cas, d'apporter une "vérité" à des gens qui la reçoivent passivement, mais bien de soumettre nos opinions à la discussion de camarades qui ont décidé de s'y intéresser activement. Et le fait que chacun de ces individus est en rapport constant avec d'autres gens confrontés à une expérience sociale différente, ce fait est en soi le garant d'une confrontation avec la réalité.

Les résolutions qui précèdent ne signifient pas non plus que nous nous rendions indisponibles pour tous les volets de notre activité précédente. Si des camarades nous en font la demande, nous pouvons toujours leur apporter une aide pour tirer et distribuer des tracts, mettre sur pied des rencontres, faciliter des liaisons, éditer des brochures, etc..., bref tout ce qui était contenu dans "Qui écrit Liaisons ?". Mais ce seront uniquement des contributions individuelles, et plus l'image de marque d'un groupe fantôme. Il n'est pas non plus impossible, qui sait, que nous ayons à remettre ces nouvelles options en question, comme nous le faisons aujourd'hui-même ; c'est ainsi que, s'il apparaît un jour concrètement qu'un bulletin d'information ouvrière réponde à nouveau à une nécessité, nous serons toujours là pour remettre la main à la pâte, comme de modestes participants à la lutte de classes, et non comme certains qui peuvent se croire nécessaires au processus révolutionnaire.

Le produit du type d'activité que nous avons décidé d'entreprendre (analyses, brochures, etc...) ne sera communiqué qu'à ceux qui en auront expressément fait la demande et auront apporté leur contribution financière - il n'est en effet pas question d'en rester à cette situation où nous supportons la quasi-totalité des frais entraînés par nos publications. Les camarades que cela intéresse de rester en contact avec nous devront nous le faire savoir et verser une somme dont le montant reste libre (mais un minimum de 100 FB faciliterait les choses) ; de cette somme seront déduits au fur et à mesure les frais d'impression et de port, cette manière de procéder se justifiant par l'augmentation continuelle de ces frais et par l'irrégularité de parution de ces travaux. Libre aux camarades qui veulent en assurer une certaine diffusion, de nous contacter pour un tirage supplémentaire ou d'y pourvoir eux-mêmes.

Les camarades qui étaient abonnés à Liaisons-ancienne formule recevront un avis leur indiquant la somme qui reste portée à leur compte. En ce qui concerne les groupes avec lesquels nous étions en contact, nous signalerons notre désir de maintenir ce contact avec les seuls groupes dont les publications présentent un intérêt pour nous. Cependant, dans les deux cas qui précèdent, il faudra également que les abonnés ou les groupes en question nous fassent savoir par écrit leur désir de recevoir nos travaux. Une précision cependant : vu le bordel qui règne dans le fichier et la tenue des comptes, il est possible que nous omettions certains camarades qui nous auraient déjà envoyé de l'argent ; d'avance, nous les prions de nous excuser et nous leur demandons de nous écrire pour corriger notre erreur.

(La Suite en Page 21) -----

Ce qui suit est le "contentieux" de Liaisons : articles promis dans le dernier numéro ou préparés avant que n'ait été prise la décision de mettre fin au bulletin.

LA LONGUE MARCHÉ SOUS LA PLUIE

BESANÇON 29 septembre 1973.

À Lip, alors que les négociations (auxquelles assistent encore de 50 à 80 membres du personnel - de simples travailleurs - pas seulement des délégués syndicaux) sont dans l'impasse, le Comité d'Action et le Comité de "popularisation", composés de travailleurs de Lip, syndiqués et non-syndiqués au même titre, aidés de l'extérieur (par le P.S.U. (Parti Socialiste Unifié) et la C.F.D.T. régionale (et non les instances nationales), ainsi que par de simples citoyens), ont organisé en trois semaines de temps une manifestation sur la ville. A Paris, il y a très peu de publicité en faveur de la marche qui ait filtré au travers du mur du silence érigé dans un effort commun par les syndicats. Le P.S.U. (petit parti socialiste de gauche influencé par des idées "autogestionnaires" et, en partie du moins, chrétien de gauche à l'origine) a, lui, organisé un meeting de soutien et de préparation, mais c'était en bonne part pour essayer de mettre en avant sa propre conception de l'"autogestion" et de mettre en valeur l'image de marque de son propre parti. Il se fait justement que Piaget, le plus 'actif' des délégués syndicaux (C.F.D.T.) de Lip, est membre de ce parti. Aucun autre groupe (à part quelques maoïstes et des trotskystes dissidents) ne s'est fait l'écho du projet de manifestation. Il n'y eut pas d'affiches syndicales, à Paris, touchant à l'événement, et il y eut même certains trotskystes pour presque saboter les efforts des ouvriers de Lip ; ainsi, par exemple, Lutte Ouvrière (groupe trotskyste non-affilié à la 4ème internationale) organisa un meeting sur le Chili (!) pour le vendredi soir, au moment où les gens quittaient Paris pour se rendre à Besançon pour la manif.

Dans les usines, ce fut le même "rideau de fumée". Un de nos amis nous a dit que dans son usine, la C.G.T. n'a jamais fait mention de la marche. Les délégués de la C.F.D.T. avaient reçu l'ordre de mettre sur pied un service de bus, etc., et de contrôler la délégation de l'usine, mais cela uniquement si les travailleurs parlaient de la marche et semblaient très désireux de s'y rendre ; mais si aucun travailleur ne faisait allusion à Lip, eux aussi, en tant que délégués, devaient garder le silence le plus complet à ce sujet (!)

Nous quittâmes Paris vendredi soir. Il pleuvait à seaux : un temps qui n'était pas de très bon augure. Nous arrivâmes vers 11 heures du soir à l'immense camping installé pour la circonstance. Il n'y avait pas beaucoup d'animation. Quelques stands avaient été dressés par divers groupes (Libération - le quotidien néo-maoïste -, les trotskystes, etc...), par la C.G.T.

voir
17 et 20

et la C.F.D.T. locales, par d'autres usines en grève - l'usine Péchiney de Noguères, dans les Pyrénées, une manufacture de blouses où des ouvrières fabriquent leurs propres blouses, etc... , par les paysans du Larzac qui protestent contre l'installation projetée dans leur région d'un camp militaire. Un podium avait aussi été dressé, et un concert donné par des groupes et des chanteurs sympathisants attirait sporadiquement l'attention. Il faisait très froid. En nous promenant çà et là, nous rencontrâmes un groupe d'ouvriers de chez Lip, dont l'un avait fait connaissance avec certains d'entre nous au cours d'un meeting lamentable organisé (ou plutôt "in"-organisé) 3 semaines plus tôt par les syndicats à Paris. Cette femme nous parla de toutes les difficultés qu'ils avaient dû affronter pour organiser la marche. Les instances syndicales nationales ne s'étaient pas réellement déclarées contre elle, mais elles avaient rejeté toute participation directe. Le maire (socialiste) de Besançon essaya de dissuader le comité de l'organiser et refusa toute aide de la part de la municipalité. Ce soir-là, sur la chaîne de télévision régionale, il avait, paraît-il, instamment appelé la population à garder le calme ; il avait d'ailleurs l'air très effrayé. L'un de nos interlocuteurs ajouta qu'il n'avait jamais vu le maire avec un air aussi affolé : "Il faisait de l'huile", nous dit-il. Périodiquement, le groupe électrogène que les organisateurs avaient loué auprès d'une entreprise de la région tombait en panne, plongeant le terrain tout entier dans l'obscurité et coupant la sonde. L'ouvrière de Lip avec qui nous parlions était convaincue qu'il y avait du sabotage là-dessous.

Nous installâmes la tente vers 2 heures du matin, mais il y avait déjà beaucoup d'autres gens qui commençaient à arriver. On s'est levés vers 7 heures. Il tombait une petite bruine. Sur le pont qui menait au terrain de camping, (en-dehors du centre de la ville), il y avait une immense file de voitures et d'autocars qui s'étendait à perte de vue. Nous pouvions voir des groupes de Carcassonne et de Montpellier, du Nord de la France, de Bretagne, de Belgique, de Suisse, d'Italie et d'Allemagne. Nombre d'entre eux étaient venus en voyage organisé, mais on pouvait compter tout autant de gens qui étaient venus individuellement en voiture ou en train. Un groupe de personnes qui campaient auprès de nous étaient venus d'aussi loin que Marseille dans leur vieille 2CV. Durant la matinée, la pluie tomba sans discontinuer, nous ôtant pratiquement toute possibilité de nous promener pour discuter et rencontrer des gens, et, du fait que tous s'abritaient dans leurs tentes et dans leurs voitures, nous n'avions pas la moindre idée du nombre de gens qui se trouvaient là. Tout semblait triste et avait un air d'échec.

A 1 heure, la foule se rassembla pour une marche qui, à partir du camping, devait s'étendre sur 7 ou 8 kilomètres, sous une pluie battante, jusqu'à une grande place située de l'autre côté de la ville, en passant par le centre de celle-ci. Nous nous rendîmes au début du cortège, après avoir rencontré une fille de chez Lip que certains d'entre nous avaient rencontrée à Besançon, alors que l'usine était encore occupée. Elle était dans tous ses états. En regardant en arrière, dans les rues étroites et sinueuses de Besançon, nous pouvions voir le cortège serpenter entre deux ponts. A mi-parcours, on pouvait encore voir des gens qui se mettaient en marche au premier de ces ponts. Vers la fin, il y en avait encore qui le quittaient. Il doit au moins y avoir eu 100.000 personnes qui marchaient ainsi sous une pluie battante (les estimations de la radio variaient de 40.000 à 150.000 personnes).

Nous restâmes à discuter avec la fille de chez Lip. Elle nous dit que lorsque la police avait repris l'usine occupée, les flics avaient été stationnés dans la caserne militaire de Besançon, et que les soldats du contingent avaient dégonflé les pneus et mis du sucre dans les réservoirs des véhicules des C.R.S. Un tract distribué pendant la manif était signé des gars du contingent casernés à Besançon. Il était sans l'ombre d'un doute authentique, fautes de frappe et d'orthographe y compris, et ne comportait pas de grands discours politiques ; il expliquait que les soldats avaient refusé de parler aux C.R.S., qu'ils avaient ensuite été insultés par eux, et qu'ils leur avaient répliqué en leur envoyant de l'eau sur la gueule et même en jetant des chemises des flics dans les W.C. Les auteurs du tract disaient qu'ils refuseraient d'attaquer les manifestants. Le besoin ne s'en fit d'ailleurs pas sentir cette fois-ci ; pas un seul uniforme de flic en vue durant toute la manifestation. Lorsque nous passâmes près de la caserne, tout était fermé, et il n'y avait pas une âme en vue ; pas un signe d'animation, et un seul officier, de garde à l'entrée. Plus tard, quand nous nous arrêtâmes dans un café pour nous réchauffer, une vendeuse de magasin assise à une table voisine nous dit que la préfecture, la mairie et tous les autres bâtiments publics étaient remplis de C.R.S. derrière leurs portes fermées. Mais aucun d'eux n'apparut. Confrontés à des milliers de manifestants apparemment pacifiques - et qui ne demandaient qu'à le rester, ils n'osèrent pas montrer le bout du nez, de crainte de provoquer un incident. Il n'y eut aucun incident de toute la manifestation.

La fille de chez Lip nous dit que la première chose qu'elle avait l'intention de faire lundi matin, c'était de déchirer sa carte du syndicat (C.G.T.) Elle était dégoûtée par leur comportement. Elle nous dit qu'au camping, la C.G.T. avait dressé son stand (nous l'avions vu), mais qu'elle l'avait démonté pendant la nuit parce que d'autres groupes (comme Révolution) avaient ouvert boutique à côté d'elle et qu'elle ne voulait pas être infectée par pareille compagnie. Elle dit aussi qu'il était possible que certains des ouvriers de Lip essaient de se rendre à l'usine plus tard dans la soirée, pour faire le coup de poing, mais ceci semblait très improbable. Un autre manifestant, qui ne travaille pas chez Lip, mais qui vit dans le quartier de H.L.M. qui se trouve en face de l'usine, nous dit que les bagarres qui s'étaient déroulées à l'extérieur de l'usine lorsque les flics avaient pris celle-ci d'assaut, avaient effectivement réuni côte à côte des habitants du quartier et des travailleurs de Lip, mais qu'elles avaient été très sporadiques et que personne n'avait eu l'intention d'investir à nouveau l'usine. Il nous dit également que des groupes extérieurs y avaient participé, et confirma que des travailleurs de Lip avaient été arrêtés, puis immédiatement relâchés.

On nous apprit que chez Kelton, la grande fabrique de montres qui avait fait grève 10 jours, les travailleurs avaient repris le travail après s'être vu allouer de substantielles concessions salariales. L'ouvrière de Lip mit l'accent sur le fait que leur lutte était très différente du conflit Lip, se limitant à un problème de salaires, et n'étant nullement une question de licenciements ; ceux de Lip n'avaient en aucune manière tenté d'influencer les grévistes de Kelton ou essayé de mener leur lutte à leur place. Néanmoins, les ouvriers de chez Kelton avaient été conseillés par la C.F.D.T. de Lip, et elle ajouta que leur délégation syndicale semblait très en retard par rapport à l'organisation syn-

dicale existant chez Lip. Elle nous expliqua que son amie, qui travaillait aussi chez Lip, était plutôt honteuse du fait que son mari, contremaître chez Kelton, n'était pas parti en grève. Le conflit Lip avait aussi donné naissance à des problèmes humains dans les familles. Notre interlocutrice nous quitta pour aller à la recherche de son mari et d'autres compagnons de travail. Elle n'était pas certaine que son mari se trouvait dans la manif, car, quoiqu'il sympathisait, il regardait d'un mauvais oeil la participation de sa femme au mouvement, craignant qu'il ne lui vienne des "idées", laissée à elle-même avec tous ces hommes pendant l'occupation et dans les comités (il faut préciser qu'elle était très jolie).

Pendant la marche, en plusieurs endroits, il y avait des cordons mis en place par le service d'ordre de la manifestation. Il y en avait un en face de la caserne, et un autre qui barrait une rue en indiquant la direction de la marche avec des pancartes. C'était la rue qui conduisait à l'usine Lip. La plupart des "responsables" de ce "service d'ordre" portaient des brassards de la C.G.T. Nous demandâmes à notre camarade de chez Lip si certains d'entre eux y travaillaient. Après les avoir examinés attentivement, elle nous déclara qu'il n'y en avait pas un seul qui y travaillait. Cependant, c'était le seul service d'ordre que nous pûmes voir. Les ouvriers de Lip eux-mêmes ne marchaient pas en groupe, mais s'étaient éparpillés parmi les autres manifestants. De nombreux manifestants traînaient çà et là, ne faisant partie d'aucun groupe organisé. La plupart étaient venus par groupes de trois ou quatre, dans leur propre voiture. Les regroupements organisés qui se rangeaient derrière les calicots étaient contrôlés d'une manière plus stricte. C'étaient les délégations des syndicats qui venaient en tête. De nombreuses sections locales de la C.G.T. se trouvaient là, mais aucun représentant national ; d'ailleurs, le syndicat lui-même n'a pas pris part à la manifestation en tant qu'organisation nationale ; c'était d'initiatives locales que provenait la participation des délégations de la C.G.T. Idem pour la C.F.D.T., dont la présence était légèrement moins importante. Le P.S.U. avait également une représentation d'une certaine importance, mais on ne put voir nulle part de groupes organisés de maoïstes. Entre les syndicats, le P.S.U. et quelques groupes anarchistes, venaient ceux qui ne se rattachaient à aucun groupement, puis, derrière ceux-ci, l'unique groupe trotskyste qui soutenait la manifestation, l'ex-Ligue Communiste (équivalent de la L.R.T.). Contrairement aux autres trotskystes, ils avaient, eux, fait sortir toutes leurs troupes. Nous avons estimé à quelque 10.000 le nombre de ceux qui marchaient derrière leurs calicots (ce n'étaient évidemment pas tous des membres de la Ligue, et cela montrait seulement qu'ils avaient mis sur pied de nombreux voyages en autocar et qu'ils étaient décidés à faire acte de présence). Ils marchaient comme une armée en rang de combat, et se trouvaient là, évidemment, plus pour faire montre de leur force politique que pour soutenir la lutte de Lip ; ce fut une fausse note dans la manifestation. Cependant, ils ne parvinrent pas à effacer l'impression générale, qui était que cette marche n'était pas du type habituel de manif "militarisée", mais bien plutôt une démonstration de soutien et de sympathie relativement libre et relax, assez spontanée et sincère dans l'ensemble, qui émanait de simples travailleurs (jeunes pour la plupart, bien entendu), d'étudiants, etc... - et pas simplement une assemblée de groupuscules gauchistes. Les contingents qui n'appartenaient pas aux syndicats et les manifestants individuels étaient bien plus nombreux que les représentations syndicales.

La place qui constituait le terme de la manif était trop petite pour contenir tous les manifestants, et la plupart d'entre eux s'en allèrent à peine arrivés. Il y eut de rares discours (que nous ne sommes pas parvenus à entendre), très brefs. Il semble que les gens de la C.G.T. furent hués quand l'un de leurs bonzes prit la parole. Des hordes de gens, jeunes pour la plupart, rebroussèrent chemin, reprenant les mêmes rues qui avaient été empruntées par le cortège, en quête de nourriture et de boissons. Des milliers de gens étrangers à la ville se promenaient de ci et de là dans les rues, cette fois sans le moindre contrôle ni la moindre organisation. Il était manifeste que personne ne se la sentait de faire le coup de poing. Tous étaient très fatigués, quoique tout heureux de la marche, mais un peu refroidis par cette fin en queue de poisson.

Pratiquement, tous les magasins du centre étaient restés fermés. Des affiches avaient fait leur apparition sur les murs, présentées comme émanant de la "majorité silencieuse" et s'élevant contre l'invasion de la ville par des hordes venues de l'extérieur. La plupart de ces affiches avaient été arrachées. Manifestement, les commerçants, soutenus par un maire qui avait semé la panique, avaient craint que leurs magasins ne soient saccagés. Certains, cependant, tentés par de beaux bénéfices en perspective, avaient ouvert vers 6 heures du soir, mais aussitôt que le nombre de personnes à l'intérieur du magasin dépassait la dizaine, ils fermaient à nouveau boutique. Dans l'un des rares cafés ouverts à la ronde, une femme très sympa nous servit du vin chaud en se plaignant de la stupidité des commerçants. Le boulanger du coin nous offrit gratuitement des gâteaux en plus du pain que nous avions acheté mais la plupart des négociants se montrèrent dignes de l'opinion que les gens ont d'eux en général. Toutefois, les compte-rendus qui, dans les journaux, faisaient état d'une ville en état de siège, étaient fortement exagérés. Certains Bisontins contemplaient la marche de leurs fenêtres, d'autres des trottoirs, et bien entendu, d'autres encore étaient dans la manifestation; mais il est vrai que, particulièrement dans les quartiers riches, pas mal de gens étaient restés derrière leurs volets baissés. En retournant au terrain où nous avons dormi, nous sommes repassés devant la caserne. Cette fois, deux soldats nous firent un petit signe d'encouragement par la fenêtre.

Pour le plus gros, la manifestation était terminée. Les autocars qui étaient venus de loin, s'en retournaient déjà. Lorsque nous arrivâmes au camping, il y avait une boue épaisse partout, et il commençait à faire très froid. Le spectacle reprit, mais il y avait moins de spectateurs. Le clou de la soirée, c'était un vieil ouvrier de chez Lip - c'était le meilleur moment de sa vie - chantait de vieux airs de music-hall avec verve, sentimentalité et grands gestes. Il fut très applaudi. Le reste consistait en chansons que l'on entend souvent, plutôt ennuyeuses. La plupart des stands avaient été démantelés; nous remarquâmes cependant une foule rassemblée autour d'un stand, et, nous approchant pour jeter un coup d'oeil, nous vîmes qu'il s'agissait de travailleurs de Lip occupés à vendre des montres, presque à la dérobée. Cette vente n'avait pas été annoncée, à cause de la police, mais ça commerçait sec dans ce coin-là. Nous rencontrâmes l'ouvrière de Lip dont le mari travaille chez Kelton (le mari qui n'avait pas fait grève). Ils étaient ensemble, et lui était en faveur de la marche, bien qu'ils m'aient semblé tous 2 un peu déprimés. Elle nous dit cependant que la veille ils avaient aussi vendu des montres sur le terrain, et qu'ils avaient récolté jus-

qu'alors quelque 85.000 F.B. rien qu'avec les ventes (sans compter les ventes de la soirée). Nous apprîmes aussi qu'aucune tentative n'avait été faite pour s'approcher de l'usine Lip. Nous étions passés auprès de l'usine dans la matinée et avons pu voir qu'elle était protégée par des chevaux de frise et du fil barbelé. Deux flics seulement se tenaient à l'extérieur de l'usine, les deux seuls flics que nous avons pu voir au cours de tout notre séjour à Besançon.

Nous avons encore campé là cette nuit-là, et sommes repartis le dimanche matin. Il restait alors peu de monde.

Personne ne sait comment s'achèvera la lutte des ouvriers de Lip. Une victoire totale semble improbable, et les "négociations" s'éternisent sans changements notables. Elles ont recommencé au début octobre. S'il est vrai que beaucoup de travailleurs qui ont perdu toutes leurs illusions en la C.G.T. pensent encore que la C.F.D.T. est avec eux, du moins en paroles, (mais ceci n'est pas en soi tellement important, car ils n'accepteront aucun compromis) et si la C.F.D.T. devait s'engager sur cette voie (et si les négociations demeurent publiques, les travailleurs peuvent garder un contrôle sévère sur leur déroulement), je pense que les travailleurs de Lip ne seraient pas très gentils à son égard. Si Piaget continue sur sa lancée, il est très possible qu'il ait des ennuis sérieux avec son syndicat. La manifestation n'a pas directement affecté la situation, et il est dommage que la pluie ait ôté toute possibilité de discussion. Cependant, le fait que les ouvriers de chez Lip - et c'était la base, essentiellement, qui, entravée par les organisations de tout bord, organisa et désira la marche - reçurent le soutien de 100.000 personnes venues de partout dans le pays sous la pluie et par un froid de canard, ce fait ne peut manquer d'être un encouragement qui aura un effet sur le rapport de forces dans cette lutte. Il faut bien garder à l'esprit que ceci n'est qu'une petite bataille, limitée sur le plan local. Il est par suite d'autant plus remarquable qu'elle ait de la sorte frappé l'imagination de tant de gens. Evidemment, il n'y eut pas de "Révolution", ni de prise d'assaut de l'usine. Il aurait été stupide de tenter quoi que ce soit en ce sens, mais nous sommes sortis avec l'impression que cette manifestation n'était qu'un exemple de plus qui tendait à montrer que les organisations (syndicats et partis) ont une marge d'action très réduite et que la base peut pousser et organiser très efficacement, même à ce stade très tardif de la lutte. Ils ont tenu le coup pendant trois mois, et tiennent en mains deux ou trois mois de salaire (la troisième paie a eu lieu juste avant la marche). Et ce n'est certainement pas la manifestation du 29 septembre qui aura constitué un obstacle à leur lutte.

NOTE DE LIAISONS : On connaît la suite de l'affaire Lip : la rupture des négociations, la décision du gouvernement français de "classer" l'affaire, l'accord conclu entre les syndicats et le ministre Charbonnel en janvier et, au-delà des conflits purement politiques, la résistance décidée des travailleurs de Lip, leur opposition acharnée à toute concession.

+++++
On en cause : J U A N P E R O N

Peron n'était pas un imbécile à l'époque de sa première dictature, lui qui sut mettre au point une savante mouture de fascisme ouvrier et communiste pour donner une couverture idéologique au développement du capitalisme en Argentine. Voici ce qu'il déclarait en 1944, dans une allocution à la Chambre de Commerce de Buenos-Aires : "Capitalistes, ne soyez pas effrayés par mon syndicalisme... Les masses travailleuses qui ne sont pas organisées sont dangereuses parce qu'elles ne sont pas intégrées. L'expérience de la vie moderne démontre que les masses ouvrières les mieux organisées sont sans aucun doute celles qui peuvent le mieux être contrôlées et dirigées... Si je veux organiser les travailleurs par le biais de l'Etat, c'est afin que l'Etat puisse les guider et leur montrer le chemin."

Un sujet de méditation pour les ouvriers qui croient encore en la vertu défensive des syndicats, ainsi que pour... les patrons qui mènent encore une politique anti-syndicale dans leur entreprise !

Les ouvriers du siège de Mack des usines Chrysler (Detroit) occupent l'entreprise et rejettent les conditions de travail et les dirigeants syndicaux de l'U.A.W.

R I E N D E
N O U V E A U
S O U S L E
S O L E I L

----- Le récit d'un gréviste -----

Nous publions la traduction de cet article sur les grèves chez Chrysler, paru dans la revue américaine News and Letters (1900, E-Jefferson, Detroit, MI 48207, U.S.A.) d'août-septembre 1973, pour plusieurs raisons :

- A./ Il n'y a rien de nouveau sous le soleil, et particulièrement pas en ce qui concerne les relations entre la classe ouvrière d'une part, les patrons, les syndicats, les flics, et tout l'ordre répressif d'autre part. La classe ouvrière doit affronter les mêmes ennemis, les mêmes embûches sous divers noms capitalistes du monde, quelle que soit la couverture idéologique (monnaie de libre, "communisme") qu'ils revêtent. (* tous les)
- B./ Contrairement à ce que certains se sont imaginés pendant longtemps, on s'imaginait encore aujourd'hui, on peut voir que la classe ouvrière américaine est loin d'être aussi "intégrée" qu'on voulait bien le faire croire.
- C./ On peut aussi voir que la mythologie gauchiste qui veut que "peau noire" implique automatiquement "révolutionnaire" est proprement exécutée par la réalité de la lutte de classes et des rapports de production où sont impliquées les diverses ethnies de la société américaine.
- D./ Enfin, notre presse européenne bien-aimée a essayé de nous faire croire qu'un "bon" syndicat américain, combatif et tout, avait mis à genoux

un des géants de l'industrie automobile ; évidemment, elle s'est prudemment abstenue de évoquer les événements relatés dans cet article, et de faire voir que si les bureaucrates avaient été contraints de se remuer au cours des négociations de septembre, c'était sous la pression de la classe ouvrière.

+++++

Ce matin du mardi 14 août, à six heures et demie, j'ai été le témoin de la plus belle des actions révolutionnaires menées par des ouvriers de la production qui se soit manifestée au cours des trente années où j'ai travaillé dans cette usine. Je voudrais que tous les vieux travailleurs, et particulièrement ceux qui, dans l'usine, se sont opposés activement aux bureaucrates syndicaux, je voudrais qu'eux aussi, ils l'aient vue.

Quelque cinq ouvriers furent licenciés dans le courant de la semaine précédente pour n'avoir pastenu les quotas de production. Mardi matin, plusieurs de ces ouvriers licenciés se fauilèrent dans l'entreprise et se rendirent à leur poste de travail, disant que personne n'actionnerait leur machine à leur place ; personne n'allait leur prendre leur boulôt. Ils arrêtèrent la chaîne, puis s'assirent sur leur tabouret. Leur contremaître accourut sur le champ et, quand il apprit ce qui se passait, il courut dans le bureau du chef d'atelier. Les gardes de l'entreprise furent appelés à la rescousse.

UN PRINCE DETESTE DE TOUS

Ils durent bientôt appeler le chef-garde, qui est un noir à la mentalité tout à fait "blanche". Le nom de ce garde est Prince, et la grande majorité des 5.000 ouvriers du siège de Mack connaissent son nom et le haïssent pour les actes et les attitudes qu'il a eus antérieurement à l'encontre des travailleurs. Il est en fait à lui seul responsable du licenciement ou de la prise de sanctions contre un plus grand nombre d'ouvriers que tous les contremaîtres ensemble, ou presque.

Prince accourut et, attrapant l'un des ouvriers au collet, il se mit à l'entraîner de force. Un autre ouvrier lui balança alors un tuyau de fer sur la tête, et il s'effondra dans une flaque de sang. Un autre garde, qui se précipitait à son aide, fut descendu de la même manière, par un coup de tuyau

Alors, la nouvelle commença à se répandre dans les autres départements et aux autres étages de l'usine tout entière, et les ouvriers se mirent à accourir au 9780, pour protéger les licenciés et les autres. Les directeurs et petits chefs furent tellement effrayés qu'ils se mirent à courir partout dans la boîte en disant qu'une bombe avait été déposée dans l'atelier et qu'elle allait exploser dans les trente minutes - d'où il valait mieux s'en aller, et vite...

Les ouvriers du département 9780, où avait débuté la révolte, déclarèrent qu'ils n'en bougeraient pas et qu'ils occupaient l'entreprise. Ils réclamèrent à cors et à cris le délégué-en-chef et le permanent syndical, mais aucun d'eux ne prétendit venir. Ce fut au contraire la police qui vint au 9780, pour se rendre compte que plus de cent travailleurs, noirs et blancs,

se trouvaient là pour protéger les licenciés. Les policiers regardèrent la scène, et puis ils s'en allèrent. Eux aussi avaient la frcusse.

La plupart d'entre nous, au siège de Mack, savent parfaitement bien que ça n'a pas commencé mardi matin. Depuis plus d'un mois, on entendait de partout de fortes récriminations concernant les conditions de travail, l'accélération des cadences, et les contremaîtres qui traitaient les ouvriers de la production sans ménagements. Et rle permanent, ni le délégué syndical, ne levaient le petit doigt, ni ne disaient mot à ce sujet.

DES OUVRIERS POURCHASSENT UN CONTREMAÎTRE

Il y a plusieurs semaines, on a appris que le président de notre régionale, Hank Ghant, rentra comme une trombe dans la salle où se déroulaient les négociations à l'échelle nationale, en criant contre Doug Fraser (1) et en lui disant que si on ne faisait pas quelque chose au sujet des conditions de travail au siège de Mack, on pouvait s'attendre à de sérieux problèmes. La raison de cette intervention, c'était qu'une ouvrière blanche avait poursuivi un contremaître noir dans tout le département, une grande pièce de métal à la main, et que les autres ouvriers avaient essayé de l'aider à l'attraper. Pour ce contremaître, c'est comme si les autres n'existaient pas. Tout le monde a tort, sauf lui. C'est ainsi qu'il y avait dans le temps 75 ouvriers pour le nettoyage et le ramassage, et qu'il n'y en a maintenant plus que 35, qui sont vraiment écrasés par tout ce travail.

Ce que ne savent pas la plupart des gens qui ne travaillent pas en ce moment à Chrysler-Mack, c'est que ce siège est à 80% composé de noirs. La société a embauché de nombreux contremaîtres noirs pour calmer les ouvriers noirs, mais nous avons très vite appris que la seule différence qui existe entre eux, c'est la couleur de la peau. Nombre de contremaîtres noirs harcèlent les ouvriers plus durement encore que certains des contremaîtres blancs. Ce sont parfois de véritables crapules ; ce qu'il faut c'est que nous agissions à l'égard des chefs noirs de la même manière qu'avec les blancs. Comme on peut le voir, les travailleurs de Mack s'engagent précisément sur cette voie-là.

GRÈVE SUR LE TAS DE 200 OUVRIERS

Quand la police fut partie, quelque 200 ouvriers firent une grève sur le tas dans l'entreprise, avec ceux qui avaient été licenciés. Le syndicat et les patrons se mirent à hurler qu'ils étaient tous des communistes. Deux ou trois ouvriers peut-être ont reconnu être des membres du Progressive Labor Party (2), mais la plupart d'entre nous n'avaient jamais entendu parler du P.L.P. ou ne connaissaient rien de ses théories. Mais nous connaissons par contre tous parfaitement les conditions de travail, la sécurité et les cadences frénétiques qui sont d'application au siège de Mack.

Doug Fraser apparut à la T.V. et déclara que ceux qui faisaient de l'agitation à Chrysler-Mack étaient tous des "marginiaux". Ce qui est parfaitement ridicule. Est-ce que vous croyez qu'un ou deux hommes peuvent contrôler les pensées et les actes des 5000 ouvriers qui travaillent dans ce siège ?

- 1.- Vice-président de l'U.A.W. (voir ci-dessous)
- 2.- Parti d'obédience marxiste.

Aucun de ces dirigeants syndicaux ne prétendit venir à l'usine ce matin-là. Certains ouvriers exigèrent que Hank Ghant vienne à l'usine pour discuter leurs griefs. Après avoir appris qu'il ne viendrait pas, ils formèrent un comité à eux et se rendirent au siège du syndicat. Ils le forcèrent à venir à l'entreprise avec eux, pour avoir une conversation sur leurs revendications et leurs doléances. Je puis vous assurer que ces gars étaient des travailleurs de Mack, et non des étudiants comme l'ont prétendu les dirigeants syndicaux.

Les ouvriers qui occupèrent tinrent le coup trente heures durant, et ils avaient le soutien de nombre d'entre nous qui avions quitté l'entreprise. La direction de Chrysler avait déclaré qu'elle n'appellerait pas la police pour les faire évacuer. Mais Fraser et le reste des dirigeants de l'U.A.W. (3) ne cessèrent de demander l'intervention de la police. Finalement le lendemain matin, vers 9 heures, nous apprîmes que Lynn Townsend, grand patron de Chrysler, avait téléphoné de la Louisiane pour que les ouvriers soient à tout prix éjectés de l'entreprise.

Vers 10 heures 30, des centaines et des centaines de flics commencèrent à arriver, avec des paniers à salade. Ils prirent l'usine d'assaut et en sortirent les ouvriers ; ils arrêtèrent deux ouvriers qui, disaient-ils, étaient les meneurs.

Il y eut une assemblée au siège syndical juste après l'expulsion des occupants, assemblée à laquelle assistaient environ 250 ouvriers de Chrysler-Mack. Il y eut des cris véhéments et des hurlements contre Ken Morris (4) lorsqu'il voulut parler ; finalement, plusieurs ouvriers lui enlevèrent le micro et exposèrent les revendications de la grève. Mais ce qui vint vraiment achever ces bureaucrates, au cours de l'assemblée, ce fut ce que déclara Joe Zappa, vice-président de notre atelier, le 212 : "Je vous ai entendu dire que la direction n'est rien sans les membres. Peut-être bien que oui. Mais n'oubliez pas que dans l'U.A.W., les membres ne sont rien sans dirigeants. Sans nous, vous ne pouvez rien faire." A la suite de cette intervention, il n'y eut plus rien à faire pour les bureaucrates, tant le choc avait été fort. Tous les ouvriers présents votèrent en faveur de la grève.

.....

Au moment de mettre sous presse (News and Letters), le Comité Exécutif de l'U.A.W. vient de voter pour que Chrysler soit la firme-cible dans les négociations nationales pour le renouvellement des conventions collectives. Rien ne pourrait démontrer de manière plus claire l'effet puissant et effrayant que la vague de grèves sauvages chez Chrysler a eu sur la bureaucratie syndicale. Malgré le son de cloche nouveau et assez dur qui a émané de la bouche de Woodcock (5), il n'y a pas de raison de se faire des illusions quant au genre de règlement négocié qu'ils nous préparent. Ils nous vendront, comme toujours !

.....

- 3.- Union of Automobile Workers, tout-puissant syndicat des ouvriers américains de l'industrie automobile.
- 4.- Directeur général des usines Chrysler de la banlieue est de Detroit.
- 5.- Président national de l'U.A.W.

LES DIRIGEANTS DE L'U.A.W.
 COLLABORENT AUX
 REPRESAILLES PATRONALES

par un ouvrier du siège de Mack

Le jeudi 16 août, notre syndicat paya tous les spots publicitaires à la T.V. que désirait la société, implorant chaque travailleur de Chrysler-Mack de reprendre le travail dès la première équipe. Nous avions l'impression que nous retournerions à l'usine comme nous l'avons déjà fait après les dizaines de grèves sauvages des trente dernières années.

Mais quand nous arrivâmes, il y avait des cordons de la police municipale, plus d'un millier de délégués et de représentants syndicaux, plus une bonne centaine de voyous qui, j'en suis persuadé, n'ont jamais travaillé dans aucune usine. Ils tenaient tous en mains de petites battes de base-ball ou des longs bâtons de la police. Ils repoussèrent le piquet de grève à quatre ou cinq pâtés de maisons des entrées de l'usine. Certains ouvriers de Mack durent même passer par un interrogatoire et montrer patte blanche devant la direction et le syndicat pour pouvoir entrer dans l'usine.

Ily a environ 16 ans que notre syndicat a aboli la brigade volante. Les dirigeants avaient dit qu'elle n'était plus nécessaire, du fait que les dissensions entre la société et le syndicat pouvaient être abordées par la discussion. Dans les premiers temps du syndicalisme, ces brigades volantes avaient été constituées pour protéger les travailleurs contre les jaunes engagés par le patron et contre les gangsters. Aujourd'hui, par contre, c'est précisément ces types-ci que l'U.A.W. embauche pour protéger le patron contre les ouvriers.

Les travailleurs licenciés et quelques autres étaient là, dehors, occupés à distribuer un tract. Quelques-uns de ces voyous engagés par le syndicat vinrent à eux et se mirent à leur taper sur la gueule. C'était vraiment un spectacle écoeurant que celui de cinq ou six hommes de grande taille qui battaient un ouvrier plus petit qu'eux. Une femme s'approcha pour essayer de les arrêter et les frappa. Ils lui arrachèrent presque tout le dessus de sa blouse. Et pendant ce temps, certains de nos dirigeants syndicaux locaux se tenaient à quelque distance et contemplaient le passage à tabac.

Je me rendais au travail, mais après avoir vu cela, je fis demi-tour et rentrai à la maison ; nombreux sont les autres ouvriers qui firent de même. L'énorme mensonge proféré par le syndicat à la T.V., selon lequel on aurait compté 90% de présents dans l'usine jeudi, ce mensonge ne peut être cru par personne.

Depuis notre retour au travail, les représailles de la direction contre les travailleurs se sont faites très sévères. Ils ont mis à la porte à peu près tous les ouvriers qui avaient occupé l'usine dans la nuit de mardi dernier. Maintenant, ils commencent aussi à licencier pas mal de ceux qui ont participé au piquet de grève aux portes de l'usine, ainsi que d'autres qui n'en faisaient pas partie, mais qui étaient restés là à regarder, par curiosité.

On essaye même de contraindre des ouvriers à dénoncer d'autres ouvriers que les gens de Chrysler n'arrivent pas à reconnaître sur les photos qui ont été prises tout autour de l'usine durant la grève.

Aujourd'hui, ils ont licencié une femme qui avait deux ans d'ancienneté (6). Elle s'est écriée qu'elle avait quatre enfants à charge et qu'elle n'avait nullement participé à la grève, affirmant qu'elle est venue à l'usine mardi pour voir ce qui se passait ; c'est alors qu'elle a été photographiée. La direction a l'air de nous dire que le syndicat est maintenant tout-à-fait à ses côtés ; elle a l'air de nous dire : "Vous autres, les ouvriers qui vous êtes plaints d'être mal traités, nous allons vous montrer ce que c'est réellement qu'un mauvais traitement.

Nombreux sont ceux d'entre nous qui sont également fous furieux contre ces organisations de jeunes qui ont nom P.L. ou W.A.M. (7). Nous avons beaucoup de griefs, et des sérieux, et nous avons toujours eu des grèves sauvages au siège de Mack ; mais ce W.A.M. qui affirma que tout avait été fait par lui, que c'était son plan, ces gens qui se sont rués pour être les dirigeants de des ouvriers et qui couraient auprès des caméras de T.V. et des journalistes, voilà qui fut un coup fatal pour la grève. C'est ce qui a tiré la direction et le syndicat d'une situation qui leur était plus qu'embarrassante.

Maintenant, le syndicat va dire qu'au lieu de combattre nos revendications, il va se battre pour que les licenciés soient réintégrés. Mais je ne pense pas qu'on verra revenir les ouvriers qui ont moins de 10 ans d'ancienneté. Le syndicat est trop content de les voir dehors.

.....

CHRYSLER - Suite

Un article qui nous a été communiqué par un camarade du groupe anglais Solidarity et qui a puisé à d'autres sources d'information ("Workers Power", 14.131, Woodward Avenue, Highland Park, MI 48.203 ; "Fifth Estate", 4403, Second, Detroit, MI 48.201 ; "Detroit Free Press") apporte quelques compléments à ces articles de News and Letters.

--- Une chose que nous savions déjà, c'est que les mauvaises conditions de travail à Mack et dans l'industrie automobile en général ne sont pas apparues au mois d'août. On ne comptait plus les graves accidents de travail (décès, amputations) dus aux carences, au mauvais état du matériel. Les bagarres entre contremaîtres et ouvriers sont monnaie courante ; c'est ainsi que le 24 juillet, deux ouvriers de Jefferson Avenue (un autre siège de Chrysler à Detroit) ont occupé et bloqué pendant 13 heures la cabine électrique qui contrôlait une chaîne de pièces détachées, afin d'obtenir le licenciement d'un contrôleur particulièrement odieux. La direction a finalement dû céder.

6.- Ce qui n'est pas mal, si on sait que certaines usines de construction automobile (certains départements de la General Motors et de la Fiat en particulier) connaissent une rotation annuelle du personnel qui va jusqu'à atteindre 100%, et ce tant les conditions de travail dans ce genre d'entreprises sont éprouvantes.

7.- Workers' Action Movement, excroissance du P.L.P.

--- Une autre source d'information, qui semble se faire l'écho du P.L.P. dénoncé par News and Letters, mentionne un seul ouvrier, membre de ce groupuscule, occupant son poste de travail le 14 août et saisi au collet par le garde Prince. L'action aurait été décidée au cours d'une réunion du groupuscule. Il est possible que ce soit vrai, mais cela ne change rien au fait que l'occupation de la boîte et la grève étaient bien le résultat d'une action autonome des travailleurs qui en avaient marre de leurs conditions de travail.

--- Enfin, on apprend que lorsque les occupants furent expulsés par les flics, ils n'étaient plus que 14. Ceci aurait en partie été le résultat des manoeuvres manipulatives du groupuscule déjà mentionné et illustre, comme le faisait l'article de News and Letters, le rôle négatif que, dans certaines conditions, les gauchistes peuvent avoir. Le prix payé par les travailleurs de Mack Avenue fut de 70 licenciés à la suite de cette grève.

+++++
 Rectification D E F R A I T E U R
 +++++

Ce sont des informations imprécises qui, dans le numéro 22, nous ont fait assimiler le cas de l'usine Defraiteur à ceux d'autres entreprises où une occupation ou une action 'dure' avaient eu lieu à l'incitation du patron ou des cadres dirigeants, en vue de la défense d'intérêts qui leur étaient propres. Lors d'une rencontre que nous avons eue avec les ouvriers qui occupaient l'entreprise de Dison, ceux-ci nous ont affirmé avec force qu'ils menaient leur action en vue de la défense de leur emploi, et non pour soutenir le patron, même si, comme ils l'ont dit, "leurs intérêts sont, pour l'instant, parallèles"; c'est ainsi qu'ils ont tenu à souligner que la situation où se trouvait l'entreprise était pour une bonne part le résultat d'une mauvaise gestion patronale. Pour appuyer leurs dires, ils nous ont raconté comment ils avaient refusé, durant l'occupation, de préparer une gamme d'échantillons de tissus en vue de la prospection de nouveaux marchés, comme le leur demandait le patron. Nous serons les derniers à nous plaindre d'avoir à faire un tel rectificatif...!

+++++
 x + + x
 x + x
 x À P R O P O S D ' I B R A M C O x
 x x
 x x
 x x
 x x
 x x
 x x
 x x

Quelques réflexions

Au-delà de tous les grenouillages politiques qui se sont faits jour, des innombrables conflits qui sont apparus entre les représentants d'intérêts divergents (entre fractions de partis, entre partis, entre élus régionaux et pouvoir central, entre F.E.B. et syndicats, etc..., etc... - la liste n'est pas limitative) et qui ont mené à la chute du gouvernement, la leçon que l'on peut tirer de cette affaire, c'est que la bourgeoisie belge est restée "telle qu'en soi-même elle demeure": incapable de prendre un peu de recul vis-à-vis de ses intérêts palpables et immédiats et d'enviesager des transformations qui, à long terme, pourraient assurer un développement moins chaotique de son économie. Certes, il doit y avoir des raisons historiques à cette situation, probablement le fait que déjà bien avant l'avènement de la bourgeoisie industrielle et financière, les bourgeois des

x des villes médiévales avaient vu leur pouvoir économique se développer sous des
 x occupants étrangers aussi variés qu'éphémères, ce qui n'a sans doute pu que
 x l'engager à limiter ses activités à l'avenir immédiat. On pourrait citer comme
 x exemples de cette mentalité, aujourd'hui même, le sous-développement chronique
 x de infrastructures, ou encore, dans l'histoire récente, le fait qu'il aura fallu
 x un 60-61 pour que la bourgeoisie belge se décide à moderniser l'expression
 x de ses rapports de production, en particulier par l'intégration accélérée des
 x syndicats.

x Quoi qu'il en soit de cette hypothèse, le fait est là : les possédants belges
 x sont restés fidèles à leur image de marque en refusant l'installation d'une
 x raffinerie de pétrole, gérée par l'Etat, à Lanaye (la décision de la NIOC ira-
 x nienne n'est qu'un phénomène secondaire). L'important n'est pas, comme on vou-
 x drait le faire croire, l'opposition entre les intérêts régionaux liégeois et
 x anversois à ce propos, mais bien celle entre une conception "rétrograde" -
 x dans ce cas, celle du gros capital en Belgique : Société Générale, F.E.B., et
 x leurs expressions politiques : P.L.P.-P.V.V. et P.S.C.-C.V.P., et une concep-
 x tion "moderniste" - dans le cas présent les "technocrates" du Parti Socialis-
 x te, promoteurs du projet Ibramco. "Dans ce cas", car il ne s'agit pas d'une rè-
 x gle générale : on a déjà vu la F.E.B. faire preuve de "modernisme" ou appuyer
 x certaines manifestations de dirigisme étatiste lorsque ses intérêts l'exigeai-
 x ent (contre les indépendants ou les grosses entreprises du secteur pétrolier,
 x par exemple).

x Si le besoin ne s'en fait pas sentir dans l'immédiat, la création d'un secteur
 x étatisé s'avère une nécessité à long terme, du point de vue du développement
 x capitaliste. La fameuse "crise de l'énergie" s'est chargée de le confirmer à
 x la "gauche", qui a toujours prétendu gérer le capitalisme mieux que les capita-
 x listes eux-mêmes. Apparemment, les capitalistes traditionnels attendent d'être
 x à nouveau au bord d'une crise (une vraie, pas une crise gouvernementale) pour
 x envisager que le secteur d'Etat ne se limite plus aux services, à l'adminis-
 x tration et à des secteurs industriels marginaux et déficitaires abandonnés par
 x les capitalistes faute de profits (comme le Val-Saint-Lambert), mais s'étende
 x à la gestion d'industries de pointe.

x La Belgique a le privilège (?), parmi les pays occidentaux, d'avoir un secteur
 x industriel étatisé réduit à rien du tout. Quand l'on regarde la Grande-Bretagne
 x (mines, sidérurgie), la France (Renault, pétrole, charbonnages, aéronautique),
 x les Pays-Bas (pétrochimie), l'Italie (une grande partie de la grosse industrie :
 x IRI, ENI, Anic, Italsider, alimentation...), les Pays-Bas (chimie), la Norvège
 x (aluminium, chimie), la Suède (industrie pharmaceutique) et même l'Espagne (mi-
 x nes, et de nombreuses entreprises), on ne peut que constater la situation ana-
 x chronique de la Belgique. Seule la R.F.A. semble faire exception, mais il faut
 x préciser qu'au contraire de la Belgique, c'est un pays qui a connu une expan-
 x sion industrielle continue et quasiment sans heurts. On pourrait aussi mention-
 x ner, en Belgique, la quasi-absence de planification économique (3 plans seule-
 x ment à ce jour, et n'ayant pour ainsi dire qu'une valeur indicative). Et si l'
 x on songe que des secteurs comme l'électricité et le gaz sont encore en des mains
 x privées....!

x Une telle situation trouve peut-être ses origines dans (a) la mentalité de la
 x bourgeoisie belge qui a été décrite ci-dessus, produit des conditions histori-
 x ques qui ont vu son développement, et (b) la petite taille du pays, qui a ren-
 x

du ses débauchés économiques extrêmement dépendants de se voisins plus pués- x
sants (aujourd'hui encore, le plus clair de l'activité économique est tour- x
née vers l'exportation). Ces deux facteurs auraient pu modifier une certaine x
souplesse de l'industrie belge vis-à-vis du IIIème Reich, durant la derni- x
ère guerre. La bourgeoisie belge aurait de la sorte conservé une certaine x
indépendance de marché, de gestion, etc., par rapport à l'économie alleman- x
de, au contraire de la bourgeoisie française, par exemple, dont les inté- x
rêts étaient plus radicalement opposés à ceux du capitalisme allemand et x
dont l'industrie aurait de la sorte dû être plus profondément intégrée par x
ce dernier. Elle aurait par suite évité la vague de nationalisations qui x
suivit 1945 en Europe. Parallèlement, elle aurait pu assurer à la classe x
ouvrière du pays des conditions d'existence moins défavorables que celles x
que connaissait le prolétariat des autres pays d'Europe sous l'occupation, x
et ainsi pu limiter les frais lors de l'offensive des "gauches" qui suivit x
la guerre (on sait que ce sont ces "gauches" qui ont prôné et réalisé les x
nationalisations) (1) x

Que l'on accepte ou non cette explication, on est forcé de constater que, x
une fois de plus, les forces de la tradition l'ont emporté sur celles du x
"progrès" économique - lequel n'a bien entendu rien à voir avec le progrès x
social. Car, est-il besoin de s'étendre là-dessus, il est évident que cette x
affaire ne concerne nullement la classe ouvrière sur la route qu'elle par- x
court vers son émancipation. Celle-ci ne passe pas par le remplacement du x
capital privé par un capital d'Etat, mais par l'abolition du capitalisme x
dans son ensemble. N'importe quel mineur anglais, n'importe quel O.S. de x
chez Renault, n'importe quel ouvrier de chez Skoda vous le diront : la ges- x
tion et la possession du capital de leur entreprise par l'Etat n'enlève x
rien au fait qu'ils sont obligés de respecter des conditions de travail, x
des cadences, des normes, qui leur sont imposées par en haut et dans la dé- x
cision desquelles ils n'ont pris aucune part. Ils vous diront qu'ils ne x
voient pas le produit de leur travail leur apporter un mieux-être, et que x
les bénéfices réalisés par les entreprises étatisées sont utilisées à des x
fins complètement étrangères à ce qu'ils pourraient désirer. Ils vous di- x
ront que l'exploitation de l'homme par l'homme n'a en rien été abolie par x
le changement de propriétaire et que les slogans de "réformes de structu- x
res" et "nationalisations" dont nous régalez périodiquement syndicalistes, x
socialistes, communistes, trotskystes et autres, ne sont qu'une façade vi- x
sant à l'amélioration du fonctionnement de l'économie capitaliste. x

Un dernier petit mot, pour en revenir à Ibramco, sur les conséquences que x
pourrait avoir l'implantation de la raffinerie sur la vie des gens : on a x
beaucoup parlé de la pollution qui en découlerait pour la région de Maas- x
tricht. Mais pour qui a déjà vu (et senti) les effluves qui émanent des u- x
sines chimiques D.S.M. de Geleen, au nord de Maastricht, il est évident que x
bien plus qu'un souci pour la santé des habitants, ce qui a joué, c'est la x
crainte qu'ont les intérêts hollandais de voir se développer à leur porte x
(par Meuse et canaux interposés) un concurrent dangereux. Par contre, on x
n'a que très peu fait mention des habitants du hameau de Petit-Lanaye (la x
plupart sont des marinières pensionnés) qui attendent depuis des années une x

1. Ceci n'est qu'un ensemble d'hypothèses explicatives qui demanderaient x
d'être confirmées par une étude et une discussion plus approfondie de la x
période en question x

x hypothétique expropriation : le projet prévoyait en effet que le hameau tout
 x entier serait rasé pour faire place à la raffinerie. Il est vrai que person-
 x ne, à première vue, ne pouvait utiliser politiquement la situation de ces
 x futurs déracinés.

x
 X
 X
 X U N E L e s
 X c h a r b o n n a g e s
 X G R È V E - d u
 B I D O N : L i m b o u r g.
 (2-14 janvier)

::::
 Un observateur peu attentif aurait pu penser que, à 4 années de distance, c'était
 la grande grève des mineurs de 1970 qui renaissait. Il y a un vieil adage qui dit
 que l'histoire ne se répète jamais, et cet adage s'est vérifié une fois de plus,
 non seulement dans le déroulement de la grève, mais aussi dès son origine.

::::
 Contrairement à 1970 (voir la brochure "L'organisation de la lutte de classes
 dans la grève du Limbourg - Janvier-février 1970"), le mouvement n'a pas démarré
 spontanément de la base et n'a pas réuni la presque-totalité des 21.000 mineurs
 limbourgeois. Certes, des craintes quant à leur avenir existaient chez les mi-
 neurs, et ils étaient pour le moins insatisfaits des conditions qui leur étaient
 faites par la nouvelle convention imposée par les syndicats. Cependant, leur mé-
 contentement n'était pas suffisant pour qu'ils déclenchent d'eux-mêmes un mouve-
 ment revendicatif. Et qui leur dénierait le droit de décider eux-mêmes du bien-
 fondé d'une lutte ?

::::
 Qui, sinon toutes les structures répressives enfantées par la société capitalis-
 te, et, en particulier, un "crypto-syndicat" qui s'est arrogé le droit de lancer
 des mots d'ordre et de provoquer un mouvement de grève. Le résultat, on le con-
 aît : une grève-bidon qui a traîné en longueur pendant près de deux semaines a-
 vant de crever lamentablement.

::::
 Ce sont les conditions spécifiques du Limbourg (industrialisation assez récente
 et limitée pendant longtemps aux mines, vieilles traditions catholiques, prolé-
 tariat jeune et nombreux, issu de milieux ruraux, milieu urbain très réduit, fort
 pourcentage d'immigrés, "climat" constitué par la grève de 1970 et celles de l'u-
 sine Ford à Genk) qui ont permis que divers groupuscules accroissent leur audi-
 ence parmi les mineurs. Ces "groupes de pression" - l'Amicale Zwartberg, née en
 1965 durant la grève liée au parti nationaliste de droite Volksunie, et dont les
 membres se recrutent parmi la petite-bourgeoisie et la région et les mineurs
 flamands proches de celle-ci ; Amada, groupuscule maoïste issu de Force des
 Mineurs, né, lui, en 1970 ; et Wereldscholen Genk, organisation chrétienne de gau-
 che, préoccupée surtout de l'alphabétisation et de la promotion des travailleurs
 immigrés - en sont arrivés à constituer dans les faits, sinon dans la forme, un
 nouvel appareil syndical qui n'en porte pas le nom, pour tenter de pallier les
 "déficiences" des syndicats traditionnels. Dans leur politique de la balance en-

tre le patronat et les ouvriers, ces derniers (C.S.C. en tête) ont un peu trop oublié ceux-ci au profit de ceux-là ; le vide ainsi laissé a été comblé par les organisations dont il vient d'être question.

::::

Comme un syndicat, ces organisations ont lancé un mot d'ordre de grève et mené une agitation sur ce thème. Comme un parti politique, elles ont (mal) soupesé leurs chances et d'une grève de 24 heures à l'origine (le 2 janvier, lancée par l'Amicale Zwartberg), sur le thème de la fermeture des mines, elles ont fait une grève en principe illimitée contre la convention (et se sont cassées la gueule). Comme un syndicat, elles ont mis sur pied un "comité de grève" où les principaux concernés, les mineurs, n'entraient pour rien, du moins pas en tant que force collective (ne parlons pas d'élections !). Comme un parti politique, elles ont "lancé leurs forces dans la bataille", et cela a permis de juger de leur influence : ne disposant pas de suffisamment d'effectifs, elles en ont été réduites à courir d'un puits à l'autre, faisant du battage en faveur d'un abandon du travail, obtenant parfois que les mineurs débraient pendant un jour ou deux, revenant à la charge lorsqu'elles voyaient que les mineurs avaient repris le travail. Comme un syndicat, elles ont décrété une manif à Hasselt, le 12 janvier, manif qui aréuni... 300 personnes et où l'on pouvait difficilement trouver un mineur ! Comme n'importe quel parti, elles se sont avant tout préoccupées de leur propre image et se sont mises à s'excommunier allègrement et mutuellement sous des prétextes qui, une fois de plus, se passaient de l'avis des mineurs. Comme un syndicat, elles ont, le 14 janvier, légiféré du haut de leur ridicule et, devant leur déconfiture, lancé le mot d'ordre de reprise - que les mineurs n'avaient à vrai dire pas attendu.

::::

Comme un parti politique et un syndicat, elles ont baisé les gars qui les ont suivies et perdu 15 jours de salaire. Les chiffres avancés par ces groupuscules eux-mêmes montrent que jamais l'ensemble des mineurs n'a cru bon de débrayer pour les mots d'ordre qu'ils avançaient.

::::

Quant aux syndicats, en refusant de reconnaître la grève et de payer les indemnités, ils n'ont fait que jouer (et gagner) sur le terrain dressé par les groupuscules. Ceux-ci ont donc droit aux félicitations de tous ! Précisons en passant que les syndicats, rendus prudents par l'expérience de 1970, n'ont pas fait voter la convention mise au point le 27 décembre par la base, mais seulement par les délégués ; ça, c'est de la démocratie sagement comprise...

.....

.....

(Suite de la page 4)

Enfin, malgré ce changement d'orientation, et pour diverses raisons pratiques (dont la plus importante touche aux coûts postaux), nous avons décidé de conserver l'en-tête de Liaisons, la numérotation, la mention "périodique", ainsi que l'adresse postale (mais attention, voir ci-dessous !). Cela permettra aussi que reste apparente une certaine continuité dans les positions que nous exprimons.

+++++

Ce texte a déjà fait l'objet d'une discussion avec quelques camarades par-

tioulièrement concernés par les problèmes qu'il soulève. Nous accueillerons évidemment avec plaisir tous les avis, critiques, opinions, etc... qu'il suscitera. Ceux qui désire t avoir connaissance de la cor pondance qu'il entraînera très certainement, doivent nous en faire la demande : nous leur enverrons des photocopies de cette correspondance, à raison de 2 francs la feuille (cette somme sera déduite de l'abonnement)

A T T E N T I O N

Notez le changement dans le libellé de notre adresse

Liaisons c/o Philippe Doguet B.P. 208 4000 LIEGE 1

XX

XX

XX

Le bouquin sur LA RÉVOLUTION HONGROISE DE 1956, dont nous avons annoncé la mise en chantier il y a belle lurette, sera bientôt à l'impression - peut-être déjà en mars.

XX

XX

XX

XX

QU'ON SE LE DISE !

